

monsieur l'Orateur, qu'ils en ont la volonté. Ils nous l'ont démontré depuis le lendemain de l'élection. Ils ont la volonté de gouverner. Ils n'en ont tout simplement pas les moyens. C'est là le problème.

**Des voix:** Bravo!

**M. Trudeau:** Le chef de l'opposition réclame du leadership, mais il n'en montre certes pas. Il nous invite tout simplement à nous laisser dériver sur une mer d'incertitude. Il me fait penser à un marin sur un radeau à la dérive au milieu de l'océan. Lorsqu'il voit passer un grand paquebot, il lui offre de lui porter secours à condition qu'on lui permette d'être le capitaine. Un parallèle semblable pourrait s'appliquer aux faits et gestes du Nouveau parti démocratique. Il s'agit d'un paquebot, mais le parallèle est quelque peu différent. Il concerne des mouettes. Parce qu'elles s'égosillaient et faisaient beaucoup de bruit, elles pensaient diriger le navire.

**Des voix:** Bravo!

**Une voix:** Quoi d'autre font les mouettes?

[Français]

**M. Trudeau:** C'est ce qu'on appelle en français « monter un bateau à quelqu'un ».

[Traduction]

Le peuple canadien a le droit de savoir quelle est la position des partis politiques sur les questions vitales de l'heure. Le chef conservateur se présente au peuple canadien et lui dit: « Donnez-moi votre appui car mon cœur déborde de bonnes intentions. » Nous lui avons fait savoir quelles sont les positions du parti libéral.

[Français]

Le peuple a le droit de connaître les postulats et les principes directeurs qui sous-tendent notre politique. Les voici, monsieur le président, les principes qui inspirent le gouvernement libéral et qui trouvent leur application dans le discours du trône et dans les mesures que nous allons présenter au Parlement durant la présente session.

Nous croyons que le Canada a besoin d'un gouvernement central qui soit fort et qui puisse protéger les intérêts du pays, qui soit en mesure de s'opposer aux intérêts purement provinciaux et régionaux, avec l'assurance qu'il a l'appui des Canadiens.

Nous croyons que chaque Canadien, où qu'il soit, doit recevoir une part équitable des fruits de nos ressources et assumer une juste part des problèmes nationaux.

Nous croyons que les Canadiens ont droit à un certain sentiment de sécurité, sachant qu'ils peuvent, avec leur gouvernement, maîtriser les conditions changeantes de leur vie collective plutôt que d'en être simplement les victimes.

Nous croyons que les Canadiens devraient avoir prise sur toute activité qui, à l'intérieur de leurs frontières, peut influencer d'une façon appréciable sur la croissance de leur pays.

Nous croyons que le Canada doit exploiter à fond son potentiel pour devenir autonome, eu égard aux nécessités de la vie.

Nous croyons que le gouvernement a le droit et le devoir d'intervenir chaque fois que l'entreprise privée ne semble pas vouloir ou pouvoir agir dans l'intérêt national.

Nous croyons que les Canadiens, ceux-là surtout qui sont le moins capables de se protéger, ont le droit d'être prémunis contre les conséquences des événements dont ils

*L'Adresse—M. Lewis*

ne sont pas maîtres et contre les intimidations des puissants de la finance, du syndicalisme et de la bureaucratie.

Voilà les principes sur lesquels reposent nos propositions législatives. Voilà la pensée du parti libéral dans les secteurs importants dont j'ai parlé aujourd'hui.

Monsieur le président, nous avons présenté à la Chambre un discours du trône qui constitue, je crois, un solide document de travail, digne de recevoir l'attention des députés tout au cours de la session. Il répond à la nécessité pour le gouvernement fédéral de prendre fermement l'initiative pour que tous les Canadiens fassent front commun devant leurs problèmes communs.

Ce document aidera des millions de nos concitoyens à préparer leur avenir dans une atmosphère de sécurité et d'optimisme. Il constitue un programme tout à fait digne d'une législature dont les réalisations dépassent déjà les espérances et qui a déjoué les calculs de ceux qui la vouaient à une fin rapide.

Ce document s'imposera aux députés qui, comme moi, croient que notre tâche commune est de faire en sorte que le Parlement travaille toujours avec la plus grande efficacité possible pour le bien de tout le Canada et de tous les Canadiens.

● (1650)

[Traduction]

**M. David Lewis (York-Sud):** Monsieur l'Orateur, je comprends bien pourquoi les partisans du premier ministre (M. Trudeau) l'ont applaudi si longtemps. Si vous me permettez de l'affirmer, je dirais que ses propres propos n'ont pas paru l'ennuyer aujourd'hui et ce fut une expérience très intéressante.

Une bonne partie de ce qu'il a dit sera extrêmement utile au Nouveau parti démocratique et à moi-même. Il est évident que c'était une répétition en vue de sa campagne électorale, quand le moment sera venu, alors qu'il voudra porter à son actif toutes les réalisations de la session précédente. Je voudrais qu'il sache, monsieur l'Orateur, que même s'il nous a tenu des propos sans détours, j'oserais affirmer qu'il n'y croit pas. Il ne m'a pas paru sincère et je suis certain que le peuple canadien ne le croira pas non plus.

Si je puis me permettre de lui donner un conseil—et beaucoup ont prétendu que c'est ce que je fais depuis plus d'un an—je lui dirai que son attitude plus conciliante de la dernière session pourrait lui gagner plus de faveurs à la prochaine élection et que le peuple canadien reconnaîtra plus facilement l'honnêteté du premier ministre s'il admet que les réalisations de la dernière session—et de la présente session, j'espère—furent le fait d'un gouvernement minoritaire aidé des Néo-démocrates et des autres.

**Des voix:** Bravo!

**M. Lewis:** Quant à ceux qui affirment que certains d'entre nous seraient des poires, je dirai au premier ministre qu'au moins la poire est un fruit juteux et savoureux dont la valeur dépasse souvent celle de ceux qui y croquent à belles dents.

Je ne pense pas que j'aie jamais entendu, ici même ou ailleurs, dans ma vie politique, dans la pratique du droit ou dans mes échanges avec les Canadiens ou quelque part dans le monde, une déclaration plus loin de la vérité et plus tirée par les cheveux, quand le premier ministre a tenté de rendre responsable les Néo-démocrates pour l'attitude de M. Benson et du gouvernement libéral à l'égard de leur Livre blanc en 1971. Il faut sûrement posséder une